

ENTREPRENEURIAT ET INCLUSION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET JEUNES AU CAMEROUN

Par: Laurent Brice Nsengue, Bin Joachem Meh,
& Dr. Jean Cedric Kouam

JANVIER 2023

Article / ©Nkafu Policy Institute



Note: Cet article est rédigé dans le cadre d'un projet triennal mis en œuvre à partir de septembre 2022, par le "Small Business and Entrepreneurship Center (SBEC)" de la Fondation Denis et Lenora Foretia. Ce projet intitulé: "Powering Prosperity and Economic Freedom of Youth and Women in Cameroon (PEF project)" a reçu un soutien financier de la [Rising Tide Foundation](#) et de la [John Templeton Foundation](#).

INTRODUCTION

La théorie de la morale utilitaire de Bentham indique que le but de l'activité économique est d'assurer le progrès social pour le bonheur du plus grand nombre. De fait, exclure des personnes du système économique sans tenir compte de leurs intérêts est

considéré comme une destruction du bien commun. Selon les [Nations Unies \(1962\)](#), la population est l'un des facteurs les plus importants de la productivité économique, car elle influence le taux de développement d'un pays.

Les femmes représentent 49,6% de la population mondiale et les jeunes de 10 à 24 ans représentent 15,5% de la population mondiale ([Rapport mondial sur la jeunesse des Nations unies, 2020](#) ; [Banque mondiale, 2020](#)). Au Cameroun, les jeunes et les femmes représentent plus de 60% de la population, mais restent les plus exclus économiquement ([BUCREP, 2005](#)). Cette réalité apparaît comme un défi pour un pays qui veut être un pays émergent à l'horizon 2035. L'objectif principal de ce document est de montrer le rôle que le développement entrepreneurial pourrait jouer dans la promotion de l'inclusion économique des

jeunes et des femmes au Cameroun.

Cette réflexion devrait sensibiliser les autorités publiques ainsi que le secteur privé à l'importance de l'inclusion économique des jeunes et des femmes par le développement de l'entrepreneuriat. Sur la base d'études réalisées par des institutions internationales et locales crédibles, nous nous concentrons sur les défis de l'entrepreneuriat dans le contexte de l'inclusion économique des jeunes et des femmes et sur l'opportunité de l'entrepreneuriat pour l'inclusion économique des jeunes et des femmes au Cameroun.

LES DÉFIS DE L'ENTREPRENARIAT DANS LE CONTEXTE DE L'INCLUSION ÉCONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES



L'entrepreneuriat au Cameroun ne joue pas encore efficacement son rôle de pivot par excellence de l'inclusion économique des femmes et des jeunes au Cameroun, en raison de plusieurs difficultés.

Selon une enquête menée par [l'Institut national de la statistique \(INS\)](#) du Cameroun en 2016, le premier obstacle à l'entrepreneuriat est la fiscalité. Viennent ensuite les formalités administratives et les tracasseries avec les agents de la mairie ou de la communauté urbaine (34,2%). Les problèmes de financement - accès au crédit, coût du financement et autres - sont également pointés du doigt (30,7%). Il en est de même pour les débouchés commerciaux (18,1%), la corruption (18,1%), l'insuffisance d'énergie et d'eau (17,4%).

Pour le [GICAM \(2020\)](#), le système fiscal camerounais est caractérisé par l'instabilité pour des motifs de redressement (72%), les pénalités et amendes fiscales (66%), le

taux d'imposition (61%), et la multiplicité des contrôles de l'administration fiscale (59%), autant de facteurs qui freinent le développement de l'entrepreneuriat au Cameroun et, par conséquent, l'inclusion économique des jeunes et des femmes.

Dans le même ordre d'idées, en raison des lourdeurs administratives, on constate que 31% des entreprises ont une forme de certification et cette proportion est plus élevée parmi les grandes entreprises (55%). 51% des entreprises sont engagées dans une démarche qualité. 43% des entreprises ont certifié leurs produits par l'Agence Nationale de Normalisation et de Qualité (ANOR) du Cameroun attestant ainsi de l'influence négative que les tracasseries administratives ont sur le développement de l'entrepreneuriat au Cameroun.

Au Cameroun, le taux d'accès au crédit des petites et moyennes entreprises (PME) reste faible et ne représente que

14,9% du PIB ([Banque mondiale, 2019](#)). Ce faible taux est dû à la non-formalisation des PME au Cameroun, car c'est un facteur clé pour l'accès au financement. Les PME informelles ne protègent pas les institutions financières, ce qui rend difficile le respect des exigences réglementaires du secteur financier.

La corruption est devenue au fil du temps un autre problème majeur pour le développement du secteur privé au Cameroun. Le pays fait partie des 30 pays africains les plus corrompus au monde et se classe 157e sur 187 pays ([Transparency International, 2020](#)). Cela a un impact négatif sur le développement de l'entrepreneuriat. Le manque d'assistance technique aux entreprises entrave aussi sérieusement le développement de l'entrepreneuriat et réduit l'inclusion économique des jeunes et des femmes au Cameroun.

LES OPPORTUNITÉS DE L'ENTREPRENARIAT POUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES

L'exclusion économique des jeunes et des femmes se caractérise par la pauvreté et le chômage en raison de leur participation limitée au développement de la société. Par conséquent, l'inclusion économique est un facteur important de lutte contre la pauvreté et le chômage dans une communauté, mais aussi un moyen d'amener les gens à contribuer activement au développement de la communauté.

En 2021, le taux de chômage au Cameroun s'élevait à 6,1%, contre 3,84% en 2020, tandis que le taux de sous-emploi est tombé à 65%, soit une baisse de quatre points de pourcentage sur la période ([Perspectives économiques en Afrique, 2022](#)). Il faut noter que les jeunes et les femmes sont les plus touchés par cette situation économique.

Au fil des décennies, la création de



nouvelles entreprises est devenue un moyen efficace de lutte contre le chômage et de réduction de la pauvreté dans les pays en développement (Batjargal et Liu, 2002). C'est donc dans cette logique que l'entrepreneuriat apparaît comme la clé de l'inclusion économique des jeunes et des femmes à travers la lutte contre le chômage et la pauvreté. Au Cameroun, le secteur agricole employait à lui seul 62% de la main d'œuvre camerounaise en 2013 et le secteur informel de l'entrepreneuriat emploie près de 90% de la main d'œuvre disponible (CRDI, 2015).

Par ailleurs, la Stratégie nationale de développement 2020 - 2030 (SND30) du Cameroun pour la transformation structurelle et le développement inclusif fixe comme l'un de ses objectifs

majeurs la promotion de l'emploi et l'inclusion économique de sa population, à travers le développement des très petites entreprises (TPE), des PME et de l'entrepreneuriat des jeunes.

Plusieurs efforts ont été déployés par le gouvernement camerounais pour résoudre le problème du chômage des jeunes et des femmes, notamment la création du Fonds national de l'emploi, le Programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine (PAGER-U), le plan triennal spécial jeune, l'agence pour la promotion de la femme, l'amélioration du climat des affaires, etc. Cependant, l'inclusion économique des jeunes et des femmes peine à s'améliorer, en grande partie à cause du faible niveau de développement de l'esprit d'entreprise.

CONCLUSION

L'objectif de cet article était d'analyser le rôle du développement entrepreneurial dans la promotion de l'inclusion économique des jeunes et des femmes au Cameroun. L'entrepreneuriat apparaît ainsi comme une clé de l'inclusion économique d'une population, et une stratégie de lutte contre le chômage et la pauvreté.

Sur la base des résultats empiriques crédibles provenant d'institutions internationales et locales, le document souligne la nécessité pour le gouvernement camerounais de développer davantage de moyens pour augmenter ses recettes non fiscales et réduire la charge fiscale sur les PME afin de stimuler l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les femmes.

Cette stratégie pourrait conduire à la transformation locale des ressources naturelles/produits locaux et au développement du secteur manufacturier. L'implication des jeunes et des femmes dans le développement du secteur privé au Cameroun constitue une grande opportunité pour récolter tous les bénéfices de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).



Laurent Brice Nsengue

SBEC Associate
bnsegu@foretiafoundation.org



Ben Joachem Meh

Research & SBEC Associate
bmeh@foretiafoundation.org



Dr Jean Cédric Kouam

Fellow & Directeur adjoint - Division
 des affaires économiques
jkouam@foretiafoundation.org

Mise en page : [DOUANLA Stéphane](#)